

que les difficultés des États-Unis ne sont pas imputables au Canada. Nous avons donc demandé instamment au gouvernement des États-Unis, dans son propre intérêt et dans le nôtre, de ne pas appliquer ces principes directeurs au Canada. C'est le fond de l'affaire. J'estime, cependant, que rien n'indique jusqu'à présent qu'ils auront un effet défavorable. En fait, certains aspects de ces principes pourraient être conformes à notre propre politique. Si, toutefois, ils ont des effets préjudiciables, je puis assurer au député que nous n'allons pas rester là à ne rien faire.

[Français]

**M. Gilles Grégoire (Lapointe):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

L'honorable ministre des Finances peut-il nous dire si, dans ses rencontres avec le gouverneur de la Banque du Canada, il a été question de se servir de crédits nouveaux de la Banque du Canada afin de remplacer les crédits qui ne viennent plus des États-Unis?

**M. l'Orateur:** A l'ordre!

[Traduction]

A l'ordre, s'il vous plaît. A mon avis, cela n'est pas une question.

[Français]

**M. Grégoire:** Pourquoi, monsieur l'Orateur? Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Cette question est évidemment contraire au Règlement et ne peut pas être acceptée, dans le moment, parce qu'elle n'est pas urgente. Les renseignements que l'honorable ministre pourrait donner en réponse à la question de l'honorable député ne sont pas de nature urgente et pourraient être obtenus par lui de la même façon en inscrivant la question au *Feuilleton* de la Chambre.

**M. Grégoire:** A dix heures ce soir, monsieur l'Orateur.

[Traduction]

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Puis-je rappeler aux députés que la période des questions est courte cet après-midi. Nous avons déjà consacré pas mal de temps à ce sujet. Il me semble que nous devrions donner aux autres députés, qui n'ont pas beaucoup de temps eux non plus, l'occasion de poser leurs questions. Ensuite, s'il reste du temps, nous pourrions reprendre ce problème très urgent.

[L'hon. M. Sharp.]

#### RÉPERCUSSIONS SUR LES MUNICIPALITÉS D'UNE MESURE MISE EN VIGUEUR AU NOUVEAU-BRUNSWICK

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Hugh J. Flemming (Victoria-Carleton):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. A-t-il eu des entretiens avec le premier ministre Robichaud au sujet des répercussions financières de la nouvelle mesure législative mise en vigueur récemment au Nouveau-Brunswick et qui affecte si gravement les municipalités?

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Non, monsieur l'Orateur.

#### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

##### L'AIDE ALIMENTAIRE À L'INDE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. R. N. Thompson (Red-Deer):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Nous avons appris, ces derniers jours surtout, que l'Inde subit actuellement sa pire famine du siècle. L'honorable représentant dirait-il à la Chambre quelles mesures le Canada prend pour aider cette nation-sœur dans le Commonwealth, au moyen d'arrangements commerciaux ou d'assistance directe?

**L'hon. Paul Martin (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement a décidé de donner à l'Inde une grande quantité de denrées alimentaires. Nous avons conféré avec les États-Unis et certains autres pays pour chercher à encourager d'autres pays à suivre l'exemple des États-Unis et du Canada à cet égard. Certains ont suggéré de convoquer une réunion de donateurs éventuels qui pourrait se tenir à New Delhi même. Le Canada a fait savoir qu'il était prêt à appuyer toutes mesures visant à encourager une plus grande participation à ce programme d'aide.

**M. H. A. Olson (Medicine-Hat):** Puis-je demander, monsieur l'Orateur, si l'effort du Canada visant à aider l'Inde n'aurait pas été entravé par l'insuffisance des livraisons de blé aux ports de mer par les chemins de fer?

**L'hon. M. Martin:** Je ne suis pas au courant que des difficultés aient entravé la décision du Canada d'accorder son aide.